

13-4. Projets d'études de développement

(Accords sur l'étendue des travaux nouvellement signés au cours de l'exercice 2008)

Pays	Intitulé du projet	Catégorie de mise en œuvre
Afrique		
République démocratique du Congo	Étude du projet d'appui à la relance communautaire dans le district des Cataractes de la Province du Bas-Congo en République démocratique du Congo	Coopération technique pour la planification du développement (étude sur l'énergie et l'environnement mandatée)
Ghana	Étude sur le développement agricole intégré dans la région du Haut Ghana occidental	Projet d'étude de développement (examen de l'application)
Guinée	Étude et planification pour un développement rural durable	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Liberia	Étude du plan directeur sur la réfection et la modernisation des installations urbaines	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Madagascar	Projet de système de cartographie géologique et d'information sur les minéraux pour la promotion de l'industrie minière	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Malawi	Étude du plan directeur d'aménagement urbain pour Lilongwe	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Mauritanie	Étude de développement relative au programme intégré de développement de Foug Gleita	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Rwanda	Étude de développement pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Sierra Leone	Étude du plan directeur sur l'alimentation en électricité dans la région ouest de la Sierra Leone	Coopération technique pour la planification du développement (étude sur l'énergie et l'environnement mandatée)
Soudan	Projet d'étude de développement relative à la stratégie	Développement du système de formation professionnelle (plan de développement)
Ouganda	Étude du plan de développement des ressources en eau et du plan de gestion du bassin versant du lac Kyoga	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
Zambie	Développement et renforcement des capacités pour le programme d'irrigation des petits exploitants agricoles	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)
	Étude du plan directeur de développement du réseau électrique	Coopération technique pour la planification du développement (mission d'étude technique mandatée)

Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

La JICA et l'AGRA ont signé un protocole d'accord destiné à renforcer leur coopération mutuelle.

Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO)

Organisme international de recherche agricole, l'ADRAO a été créée en 1971 par 11 pays africains.

Banque asiatique de développement (BASD)

L'objectif de cette institution financière multilatérale de développement est de promouvoir le développement socioéconomique des pays d'Asie et du Pacifique par l'intermédiaire de prêts et d'une aide technique. La BASD propose des prêts sur une base semi-commerciale.

Banque mondiale

Plus grande agence d'aide au développement dans le monde, la Banque mondiale accorde des prêts aux gouvernements centraux et agences des pays membres. Ces prêts sont couverts par les garanties d'emprunt des gouvernements.

Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CLSP)

En septembre 1999, les Comités du développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont subordonné l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), dans le cadre de l'initiative PPTE, à la préparation d'un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CLSP). Ce cadre, qui définit les politiques propres d'un pays en développement en faveur de la réduction de la pauvreté, est préparé par le gouvernement par le biais d'un processus participatif qui fait intervenir la société civile et les partenaires au développement. Les CLSP sont en règle générale mis à jour tous les trois ans.

Centre japonais de recherche international pour les sciences agricoles (JIRCAS)

Cet organisme national effectue des recherches approfondies dans les domaines des technologies agricoles, forestières et halieutiques dans les pays en développement, plus particulièrement dans les régions tropicales et subtropicales.

Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)

Ce groupement consultatif composé de donateurs bilatéraux et multilatéraux, d'institutions de recherche et d'autres organismes, a pour objectif de promouvoir la riziculture en Afrique par le partage d'informations, l'harmonisation des initiatives et projets existants, et la promotion de nouveaux investissements.

Comité d'aide au développement (CAD)

Forum au sein duquel les pays donateurs examinent les questions liées à l'aide, au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le Japon fait partie du CAD depuis 1964.

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

Forum international axé sur le développement de l'Afrique, la TICAD est organisée depuis 1993 en partenariat par le gouvernement japonais et les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et encore d'autres agences. Une conférence s'est tenue tous les cinq ans depuis 1993. La dernière, intitulée TICAD IV, a été organisée à Yokohama en 2008.

Cool Earth Partnership (mécanisme financier)

Au cours de la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, en janvier 2008, le Premier ministre japonais de l'époque, M. Yasuo Fukuda, a présenté le *Cool Earth Partnership*, un fonds d'environ 10 milliards USD mis en œuvre sur une période de cinq ans et qui servira à soutenir les efforts de lutte contre le changement climatique.

Développement des capacités

Processus par lequel un pays en développement met en valeur ses propres capacités, afin de résoudre ses problèmes de développement. À la différence du renforcement des capacités, dont l'objectif consiste à consolider les capacités depuis l'extérieur, le développement des capacités fait référence au processus endogène du pays en développement à renforcer les capacités des individus, des institutions, des systèmes et de la société dans son ensemble. Le rôle de la coopération de la JICA est de soutenir les pays en développement en facilitant leurs efforts.

Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)

Créé par l'Assemblée générale des Nations unies en 1946 pour apporter une aide alimentaire et sanitaire d'urgence aux enfants des pays dévastés par la deuxième guerre mondiale, l'UNICEF apporte une aide à long terme sur le plan humanitaire et du développement aux enfants et aux mères de pays en développement.

Fonds monétaire international (FMI)

Agence spécialisée des Nations unies dont la mission est de fournir à relativement court terme à ses pays membres les moyens de financement nécessaires pour assurer les échanges et paiements et garantir les autres flux financiers courants.

Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA)

Organisation de soutien à la recherche agricole constituée sous les auspices de l'Union africaine.

Gouvernance (gestion des affaires publiques)

La gouvernance fait référence à l'établissement et à la gestion du cadre institutionnel destiné à faciliter la stabilité et le développement d'un pays. Une bonne gouvernance doit permettre de mobiliser, d'affecter et de gérer efficacement les ressources du pays tout en prenant en compte la volonté de ses citoyens. La gouvernance fait également référence aux systèmes gouvernementaux de coopération entre agences gouvernementales, société civile et secteur privé, ainsi qu'aux mécanismes de prise de décisions. La gouvernance englobe trois grandes dimensions – le système politique national, la capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des politiques, et enfin, les systèmes relatifs aux interactions entre gouvernement, société civile et secteur privé.

Homologues

Représentants officiels et techniciens de pays partenaires bénéficiant de conseils stratégiques et de transferts de technologie dans le cadre de projets de coopération internationale.

Institut international de recherche sur le riz (IIRR)

Fondé en 1960, cet organisme de formation et de recherche est spécialisé dans l'étude de la riziculture.

Mécanisme de développement propre (MDP)

C'est l'un des mécanismes de Kyoto – spécifiés dans le protocole de Kyoto – visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce mécanisme permet à un pays industrialisé de fournir des fonds ou de la technologie pour un projet réduisant les émissions de gaz à effet de serre dans un pays en développement. En contrepartie, ce pays peut utiliser tout ou partie des crédits de réduction certifiée des émissions obtenus grâce au projet pour atteindre ses propres objectifs d'émission.

NERICA (Nouveau riz pour l'Afrique)

Acronyme de *New Rice for Africa*. Ce projet concerne essentiellement les nouveaux cultivars des hautes terres (arides), mais des activités de recherche et développement sont également conduites concernant les variétés de riz d'irrigation. Le projet NERICA a permis de mettre au point des variétés hybrides en croisant des variétés africaines à haut rendement et des variétés africaines, résistantes à la sécheresse, aux maladies et aux pesticides. On espère beaucoup que ces variétés contribueront à faire du riz un aliment de base important en Afrique.

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Vision du développement de l'Afrique formulée de la propre initiative de ce continent, elle s'appuie sur la responsabilité commune de ses pays membres et l'esprit de bénéfice mutuel.

Nouvelle Charte de l'APD

Approuvée par le Cabinet en 2003, la Charte révisée de l'APD clarifie les idéaux et les principes de l'APD du Japon.

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Servant d'objectifs à la communauté internationale pour le 21^e siècle, les OMD s'inspirent de la Déclaration du millénaire des Nations unies et de précédents objectifs de développement international définis lors de sommets internationaux dans les années 1990 et formant un cadre commun. Les OMD, que la communauté internationale s'est engagée à réaliser avant 2015, sont au nombre de huit.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Agence spécialisée des Nations unies, dont le mandat est libellé en ces termes : « Atteindre la sécurité alimentaire pour tous est au cœur des efforts de la FAO - veiller à ce que les êtres humains aient un accès régulier à une nourriture de bonne qualité qui leur permette de mener une vie saine et active ».

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Agence spécialisée des Nations unies dont le mandat est de lutter contre la maladie à l'échelle mondiale et d'améliorer la situation en matière de santé et de malnutrition grâce à la coopération internationale.

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation internationale créée en 1995 visant à promouvoir la libéralisation des échanges internationaux sur une base non-discriminatoire. Au mois de novembre 2008, l'OMC comptait 153 pays et régions membres.

Pays émancipés de l'APD

En principe, pays dont le produit national brut (PNB) par habitant avoisine 10 000 USD et qui ont été classés trois ans consécutivement dans les pays à haut revenu par la Banque mondiale. Ces pays sont exclus de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le Comité d'aide au développement (CAD).

Pays en développement

Pays dont le niveau de développement économique est faible comparé à celui des pays industrialisés. Alors que ce terme désigne couramment l'ensemble des pays répondant à ce critère, la JICA l'utilise en règle générale seulement pour désigner les pays et régions de la première partie de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD.

Pays moyennement développés

Pays dont le PNB par habitant dépasse 3 035 USD (estimation de la Banque mondiale de 1995).

Plan directeur

Un plan directeur sert de base à la mise en œuvre de nombreux types de projets de développement à long terme.

Politique à moyen terme de l'APD

Elle présente les questions prioritaires liées à l'APD du Japon et l'approche adoptée dans chaque région. Élaborée à partir de la Charte de l'APD, elle a été annoncée en 2005. Elle définit les idées de base du Japon sur l'APD.

Postes frontières à guichet unique (OSBP)

Personnes, véhicules et biens effectuent un seul arrêt pour sortir d'un pays et entrer dans un autre. Les contrôles de douanes, de quarantaine et d'immigration sont effectués conjointement par les deux pays, ce qui simplifie les procédures de passage des frontières.

Prêts assortis de conditions particulières au titre du partenariat économique (STEP)

Mis en place en 2002 et destiné à promouvoir l'aide identifiée comme étant d'origine japonaise, ce programme de prêts privilégie la technologie avancée et le savoir-faire du Japon dans le cadre de projets de transferts de technologie avec les pays en développement.

Prêts d'aide publique au développement (APD)

Coopération bilatérale sous la forme de prêt public accordé à un pays en développement à un taux un préférentiel. De manière générale, ces prêts sont assortis d'un faible taux d'intérêt et d'un long délai de remboursement. Ils sont utilisés pour financer le développement. Les prêts d'APD du Japon prennent la forme de prêts en yens d'investissements financés par le secteur privé.

Produit national brut (PNB)

Mesure monétaire de l'activité économique d'un pays durant une période donnée. On peut l'exprimer simplement comme la somme totale d'argent dépensée au sein d'un pays durant une période donnée.

Programme alimentaire mondial (PAM)

Agence d'aide alimentaire des Nations unies dont la mission est d'éradiquer la faim et la malnutrition.

Revenu national brut (RNB)

Le RNB représente la valeur globale des biens et services produits intérieurement et à l'étranger par les citoyens d'un pays durant une période donnée.

Bureaux à l'étranger et antennes au Japon

Antennes au Japon

Sapporo International Center

Tél. : +(81-11)-866-8333
4-25, Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City,
Hokkaido 003-0026

Centre international d'Obihiro

Tél. : +(81-155)-35-1210
1-2, Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City,
Hokkaido 080-2470

Bureau régional du Tohoku

Tél. : +(81-22)-223-5151
15th Floor, Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg., 6-1, Ichiban-cho 4-chome,
Aoba-ku, Sendai City, Miyagi 980-0811

Centre de formation de Nihonmatsu

Tél. : +(81-243)-24-3200
4-2, Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City,
Fukushima 964-8558

Centre international de Tsukuba

Tél. : +(81-29)-838-1111
3-6, Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki 305-0074

Centre international de Tokyo

Tél. : +(81-3)-3485-7051
49-5, Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066

Centre de Hiroo/JICA Global Plaza

Tél. : +(81-3)-3400-7717
2-24, Hiroo 4-chome, Shibuya-ku, Tokyo 150-0012

Centre international de Yokohama

Tél. : +(81-45)-663-3251
3-1, Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City, Kanagawa 231-0001

Centre de formation de Komagane

Tél. : +(81-265)-82-6151
15 Akaho, Komagane City, Nagano 399-4117

Bureau régional du Hokuriku

Tél. : +(81-76)-233-5931
4th Floor, Rifare (Office Tower), 5-2 Honmachi 1-chome, Kanazawa City,
Ishikawa 920-0853

Centre international du Chubu/Nagoya Global Plaza

Tél. : +(81-52)-533-0220
60-7, Hiraik-cho, 4-chome, Nakamura-ku, Nagoya City,
Aichi 453-0872

(Au 31 août 2009)



Centre international d'Osaka

Tél. : +(81-72)-641-6900
25-1, Nishitoyokawa-cho, Ibaraki City, Osaka 567-0058

Centre international du Hyogo

Tél. : +(81-78)-261-0341
5-2, Wakihama Kaigandori 1-chome, Chuo-ku, Kobe City, Hyogo 651-0073

Centre international du Chugoku

Tél. : +(81-82)-421-6300
3-1, Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City, Hiroshima 739-0046

Bureau régional du Shikoku

Tél. : +(81-87)-833-0901
13th Floor, 114 Bldg., 5-1, Kamei-cho, Takamatsu City, Kagawa 760-0050

Centre international du Kyushu

Tél. : +(81-93)-671-6311 2-1,
Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City,
Fukuoka 805-8505

Centre international d'Okinawa

Tél. : +(81-98)-876-6000
1143-1, Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa 901-2552

Bureaux à l'étranger

(Au 31 août 2009)

Asie

JICA Afghanistan Office
 JICA Bangladesh Office
 JICA Bhutan Office
 JICA Cambodia Office
 JICA China Office
 JICA India Office
 JICA Indonesia Office
 JICA Kyrgyz Republic Office
 JICA Laos Office
 JICA Malaysia Office
 JICA/JOCV Maldives Office
 JICA Mongolia Office
 JICA Myanmar Office
 JICA Nepal Office
 JICA Pakistan Office
 JICA Philippines Office
 JICA Sri Lanka Office
 JICA Tajikistan Office
 JICA Thailand Office
 JICA Timor-Leste Office
 JICA Uzbekistan Office
 JICA Viet Nam Office

Océanie

JICA Fiji Office
 JICA/JOCV Marshall Islands Office
 JICA Micronesia Office
 JICA Palau Office
 JICA Papua New Guinea Office
 JICA Samoa Office
 JICA Solomon Islands Office
 JICA Tonga Office
 JICA Vanuatu Office

Amérique du Nord et Amérique latine

JICA Argentina Office
 JICA Belize Office
 JICA Bolivia Office
 JICA Brazil Office
 JICA Chile Office
 JICA Colombia Office
 JICA Costa Rica Office
 JICA Dominican Republic Office
 JICA Ecuador Office
 JICA El Salvador Office
 JICA Guatemala Office
 JICA Honduras Office
 JICA/JOCV Jamaica Office
 JICA Mexico Office
 JICA Nicaragua Office
 JICA Panama Office
 JICA Paraguay Office
 JICA Peru Office
 JICA/JOCV Saint Lucia Office
 JICA Uruguay Office
 JICA U.S.A. Office
 JICA Venezuela Office

Afrique

Bureau de la JICA et des JOCV au Bénin
 JICA/JOCV Botswana Office
 Bureau de la JICA et des JOCV au Burkina Faso
 Bureau de la JICA au Cameroun
 Bureau de la JICA en Côte d'Ivoire
 Bureau de la JICA en République démocratique du Congo
 Bureau de la JICA à Djibouti
 JICA Ethiopia Office
 Bureau de la JICA au Gabon
 JICA Ghana Office
 JICA Kenya Office
 Bureau de la JICA à Madagascar

JICA Malawi Office
 JICA Mozambique Office
 JICA/JOCV Namibia Office
 Bureau de la JICA au Niger
 JICA Nigeria Office
 Bureau de la JICA au Rwanda
 Bureau de la JICA au Sénégal
 JICA South Africa Office
 JICA Sudan Office
 JICA Tanzania Office
 JICA Uganda Office
 JICA Zambia Office
 JICA Zimbabwe Office

Moyen-Orient et Maghreb

JICA Egypt Office
 JICA Iran Office
 JICA Jordan Office
 Bureau de la JICA au Maroc
 JICA Saudi Arabia Office
 JICA Syria Office
 Bureau de la JICA en Tunisie
 JICA Office in Gaza
 JICA Yemen Office

Europe

JICA Balkan Office
 Bureau de la JICA en France
 JICA Turkey Office
 JICA U.K. Office

Les coordonnées de tous les bureaux à l'étranger sont disponibles sur le site web de la JICA (Home>Contact Us>Overseas Offices, <http://www.jica.go.jp/english/contact/overseas/>)

